

DEC210947DR15

**Décision portant délégation de signature à M. Raphaël LOUBERE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés de la FR2045 intitulée Fédération mathématique de recherche en région aquitaine (MARGAUX).**

## **LE DIRECTEUR D'UNITE,**

**Vu** le code de la commande publique et ses textes d'application ;

**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

**Vu** la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

**Vu** la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 portant création de la FR2045, intitulée Fédération mathématique de recherche en région aquitaine (MARGAUX), dont le directeur est M. Samuel BOISSIERE ;

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à M. Raphaël LOUBERE, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée<sup>1</sup>.

### **Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël LOUBERE, délégation est donnée à Mme Agnès CHEVIN, assistante ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

### **Article 3**

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

### **Article 4**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1<sup>er</sup> mars 2021

Le directeur d'unité

M. Samuel BOISSIERE

---

<sup>1</sup> Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.